

ALLEN INDUSTRIES—L'ANNONCE DE LA FERMETURE DE  
L'USINE DE HAMILTON

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Madame le Président, le 12 mai, au sujet d'un autre secteur de l'industrie automobile, j'ai demandé au ministre s'il examinerait le projet d'une entreprise située dans la région de Hamilton, Allen Industries, de déménager aux États-Unis. Il a répliqué à ce moment-là que ses collaborateurs du ministère et lui étaient parfaitement au fait de la situation, comme l'était le ministre des Affaires indiennes. Peut-être le sont-ils. Fait-on quelque chose pour empêcher Allen Industries de fermer son usine ce printemps et de quitter le Canada comme elle l'a annoncé récemment?

● (1430)

**L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, je ne suis pas au courant de l'annonce à laquelle le député fait allusion.

**M. Deans:** Vous êtes censé être au fait.

\* \* \*

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA GRENADE—LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR LES  
AUTORITÉS AMÉRICAINES

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Madame le Président, je pourrais peut-être demander un peu plus de précisions au premier ministre ou au ministre d'État chargé du Commerce international. Lors des consultations qui ont eu lieu hier à New York entre les représentants des États-Unis et les représentants de notre ambassade, a-t-on eu l'impression, officiellement ou non, que les États-Unis songeaient à prendre des mesures parce qu'ils avaient tout lieu de croire que le gouvernement de la Grenade était passé aux mains des Soviétiques ou des Cubains? Nous a-t-on donné quelque raison de croire que cette circonstance pourrait être la cause de l'action précipitée des États-Unis?

**L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)):** Madame le Président, le député a parlé de consultations qui auraient eu lieu à New York hier; j'imagine qu'il veut dire à Washington. D'après le compte rendu de ces entretiens que nous avons reçu, il n'était pas question que le gouvernement de Grenade puisse être tombé sous la coupe d'un pays étranger.

**M. Forrestall:** Madame le Président, ce manque de renseignements commence à nous étonner un peu et à nous amuser.

LE RÔLE DES CUBAINS ET DES RUSSES

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Madame le Président, puis-je poser une question au premier ministre? A-t-

### Questions orales

il une raison de croire ou soupçonnerait-il depuis huit ou dix jours que la Grenade n'était plus gouvernée par des habitants du pays, mais plutôt par des Cubains ou des Russes? Je pose la question vu les nouvelles très claires qui nous sont parvenues de la Grenade il y a à peine une heure et selon lesquelles 30 agents russes ou soviétiques auraient été détenus pour leur permettre de quitter l'île plus facilement. Est-ce que cela fait partie de la difficulté?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, le député le sait sans doute que depuis l'arrivée au pouvoir de Maurice Bishop, on l'avait accusé dans divers milieux, y compris, je pense, certains pays des Antilles d'être l'homme des Cubains et des Soviétiques. Le député sait que nous n'étions pas de cet avis. Nous pensions qu'il était nécessaire de conserver des rapports avec Maurice Bishop et ce pays du Commonwealth pour éviter de l'isoler, ce qui aurait pu justement l'obliger à compter exclusivement sur les Cubains ou les Soviétiques. Il n'y a rien de nouveau là-dedans.

Quant à savoir si quelque chose de précis s'est produit depuis dix jours pour justifier l'allusion du député, je l'ignore.

### LA SÉCURITÉ DES CITOYENS CANADIENS

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Madame le Président, le premier ministre me dirait-il quand nous allons faire sortir de la Grenade les Canadiens qui désirent quitter ce pays? On aurait pu le faire de deux ou trois façons différentes la semaine dernière.

Par la même occasion voudra-t-il bien aussi répondre à la question posée hier par le chef de l'opposition au sujet de la possibilité d'étendre, pour des raisons humanitaires, la protection que le Canada peut offrir aux habitants de la Grenade qui se trouvent dans notre pays avec un visa d'étudiant, un visa de touriste, un permis de travail ou une autre autorisation du même genre? Garantira-t-il que ces gens peuvent se sentir libres de faire des démarches auprès des services d'immigration du Canada au besoin pour prolonger la durée de leur visa ou de leur permis de séjour jusqu'à ce que la situation et les conditions se soient normalisées à la Grenade?

**L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)):** Madame le Président, je suis heureux de voir qu'après cette longue discussion sur les événements qui se déroulent à la Grenade aujourd'hui, quelqu'un ait manifesté un peu d'intérêt à propos du bien-être des Canadiens qui sont là-bas. J'en félicite le député.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Regan:** Je parle de ce qui s'est dit aujourd'hui. C'est la première question posée aujourd'hui depuis l'invasion, qui porte sur la sécurité des Canadiens là-bas.